

INGRID FARAG	Psychothérapeute, parmi les premières militantes du projet [ro*sa] à Vienne
PAOLA SANTOS	Coordinatrice de « Mujeres Migrantes Diversas », à Barcelone




« Habiter le care »

Expériences à Vienne et Barcelone



En novembre 2023, le colloque international¹ « Habiter le care » proposait de penser le logement et l'habitat à la lumière des études de genre. L'occasion de réfléchir à la possibilité du *care* comme principe d'aménagement du territoire pour faire face à la crise du logement ou encore de mettre en lumière des habitats féministes. À l'occasion d'un ouvrage issu de ces réflexions, à paraître prochainement², nous vous proposons de découvrir deux projets qui placent

le *care* au centre : [ro*sa], collectif d'habitat par et pour les femmes créé au début des années 2000 à Vienne, avec Ingrid Farag, psychothérapeute et une des premières militantes du projet [ro*sa] ; le projet Casa Berta, avec Paola Santos, l'une des coordinatrices de l'association « Mujeres Migrantes Diversas » (« femmes migrantes plurielles ») qui a initié cet habitat par et pour les travailleuses domestiques et du soin à Barcelone.

[ro*sa], les contrats de bail aux mains des femmes

Comment est né ce collectif ?

[ro*sa] est un collectif d'habitat par et pour les femmes, situé à Vienne en Autriche. Au début des années 2000, des travaux universitaires ont montré que la plupart des logements de la ville étaient détenus par des hommes. Ce sont aussi presque toujours les hommes qui signent les baux locatifs et possèdent du patrimoine immobilier. Face à ce constat, un collectif de militantes, [ro*sa], s'est monté en 2002-2003 pour imposer des logements en location dont le bail serait détenu uniquement par les femmes pour faciliter le maintien des femmes dans leur logement.

Sur quoi cela a débouché concrètement ?

Aujourd'hui [ros*sa] consiste en quatre associations et quatre projets d'habitat de femmes. Trois projets sont habités et un quatrième est en cours de construction. Chaque immeuble est composé de 40 à 50 appartements au maximum et comprend des espaces communautaires. Ce

¹ Évènement organisé dans le cadre du projet CTRL+H (Care-Takers Resilience Laboratory of Housing) financé par Innoviris par le laboratoire Uses&Spaces du LAB de l'UCLouvain, la faculté d'architecture La Cambre-HortaULB et l'association

Angela D. Le logement par les femmes pour les femmes.

² Salembier, C., Courbebaisse, A., Peltier, E., Leclercq, B. & Bergilez, J-D. (2026). *Habiter le care/Housing is Caring*. Louvain-la-Neuve. PUL.

sont des logements uniquement en location. Les immeubles d'habitation sont la propriété d'une société immobilière sociale (« Wohnservice Wien »). Chaque ménage signe un

contrat de bail avec cette société. Le contrat établit les obligations et les devoirs de chacune des deux parties. L'association [ro*sa] et la société sont également liées contractuellement. [ro*sa] est en charge de trouver les ménages qui habiteront les logements ou d'assurer le remplacement en cas de départ d'un ménage. [ro*sa] impose également que ce soit toujours la femme qui signe le contrat de bail ou que son nom soit apposé sur les factures. La gestion et la maintenance des espaces intermédiaires (paliers, cages d'escalier, hall d'entrée, etc.) sont assurées par la société. Les espaces communautaires sont gérés par les femmes de [ro*sa] : elles s'occupent de l'entretien général du lieu, gèrent le calendrier et l'occupation du lieu, l'organisation d'événements, l'achat de matériel, etc.

Quelle est la raison d'être de votre projet ?

La raison d'être de l'association est de donner du pouvoir aux femmes : que les contrats de bail, les factures soient toujours entre leurs mains ; qu'elles ne soient plus celles qui doivent déménager systématiquement en cas de séparation. [ros*sa] constate que dans ses projets d'habitation, le taux de rotation des logements (la part de logement ayant connu un changement d'occupant-es) est très faible. En cas de transformation d'un ménage occupant (naissance d'un enfant, séparation, recomposition familiale, etc.), [ros*sa] privilégie la discussion au sein de la communauté et essaie d'organiser un échange quand c'est possible pour éviter le départ d'un ménage.

Comment les femmes sont-elles impliquées dans le projet ?

Les femmes de [ros*sa] participent au projet dès la phase de conception et peuvent ainsi influencer l'aménagement des appartements, des espaces communs et des lieux communautaires. Ces

« La raison d'être de l'association est de donner du pouvoir aux femmes : que les contrats de bail, les factures soient toujours entre leurs mains. »

derniers sont importants pour renforcer les liens, mais aussi pour faire accepter à des ménages des logements plus petits avec des loyers plus faibles (en échange de quoi ils-elles ont accès à cet espace polyvalent). Le projet en cours de construction-[ros*sa] Vielfalt- proposera même une chambre d'amie.

[ros*sa] s'auto-finance. Une fois par an, les différents ménages paient une cotisation d'une centaine d'euros qui permet de financer l'achat de matériel, l'organisation d'événements, quelques travaux qui ne sont pas de la responsabilité du bailleur. Cette caisse est aussi une caisse de solidarité. Ainsi [ros*sa] peut faire des crédits de 3 mois et payer le loyer de personnes en difficulté et leur éviter l'expulsion ou de devoir déménager ailleurs.

Il n'y a pas de processus de décision simple. Chaque décision fait l'objet de nombreuses discussions, qui peuvent être très longues (du remplacement des sièges aux travaux d'insonorisation de l'espace communautaire). À la fin, la décision est prise sur le mode du consensus. En ce qui concerne les petites décisions, comme les achats de nourriture ou autres, un groupe d'habitantes a un mandat pour agir de manière autonome sans demander l'autorisation au préalable.

Comment le thème de votre colloque « Habiter le care » résonne-t-il avec votre projet et quelle est la place du care dans votre démarche ?

Tout le monde se connaît dans les habitations [ros*sa]. Entre voisines, on s'échange de menus services (arroser les plantes, garder les enfants, etc.). Nous avons aussi mis en place une caisse de solidarité et essayons d'apporter un soutien financier aux femmes les plus précaires, car nous voulons absolument éviter qu'elles se retrouvent expulsées pour défaut de paiement du loyer. On a besoin de créer des liens forts pour faire face aux crises du monde extérieur.

Le soin que l'on se porte les un-es aux autres s'est développé progressivement. D'abord, nous avons cherché le projet immobilier, puis nous avons appris à nous connaître, puis au fur et à mesure qu'on a fait des choses ensemble, qu'on a commencé à vivre ensemble, etc., le soin -prendre soin, recevoir le soin-, est arrivé.

Je vais vous donner un exemple très concret. L'une des résidentes est en situation de handicap et a besoin d'une assistance de nuit. Elle a la possibilité de recourir à des auxiliaires de vie externes, et une partie de ce coût est remboursé par la sécurité sociale. Il y a cependant un reste à charge. Cette femme a pu trouver une solution auprès de la communauté. Huit de ses voisines se sont rassemblées, ont reçu une formation aux gestes à avoir, et ont organisé des tours de garde. Il est rare que la femme concernée active le dispositif, mais ça lui donne un grand sentiment de sécurité, lui permet d'économiser un peu d'argent.

Quels obstacles rencontrez-vous ?

Les principales difficultés que nous rencontrons sont surtout liées à la dimension participative du projet: avec le temps, les gens sont las des discussions longues et sans fin pour prendre des décisions, pour organiser les espaces communautaires, etc. Quand cette fatigue commence à se cristalliser autour de personnes ou de comportements particuliers, cela crée du conflit. Pour aider à la gestion des conflits, un-e superviseur-euse intervient tous les un ou deux ans pour aider la communauté et les individus à gérer ces conflits et à se remotiver.

Une autre difficulté qui pourrait rendre les aspects communautaires et participatifs compliqués dans le futur tient au fait que les femmes des nouveaux projets [ros*sa] ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'au début. Le premier groupe qui s'est constitué pour [ros*sa] KalYpso était principalement composé de militantes, engagées politiquement et voulant participer activement à un projet féministe. Les plus jeunes sont peut-être un peu moins engagées ou, pour elles, l'aspect féministe et politique du projet est peut-être moins fort.

Casa Berta, une maison par et pour les travailleuses domestiques et du soin

Pour mieux comprendre le contexte de la naissance de la Casa Berta, initiée par Mujeres Migrantes Diversas, pourriez-vous présenter votre association ?

«Mujeres Migrantes Diversas» a été créée par des femmes migrantes travaillant dans les secteurs du travail du soin à domicile. Nous avons décidé de nous auto-organiser pour créer ce mouvement de femmes, car, en Espagne, la loi sur l'immigration afin d'obtenir des papiers est un obstacle. Même sans les papiers, nous essayons de retrouver des formes communautaires de soin, d'entraide et de soutien mutuel. Nous soutenons également les femmes pour qu'elles accèdent aux formations nécessaires à l'obtention de papiers.

Comment la question du logement s'est-elle posée dans votre association ?

En 2020, nous avons pris position publiquement sur la nécessité de reconnaître le travail essentiel que nous effectuons depuis plusieurs années. Nous avons profité de ce moment pour avoir un impact politique plus large, en nous regroupant avec d'autres associations. Ensemble, à travers nos discussions sur les différentes lacunes rencontrées, nous avons mis en lumière celle de l'accès au logement, un phénomène qui s'est amplifié avec la pandémie. En tant que migrantes, une difficulté à laquelle nous sommes confrontées, dès notre arrivée, est le droit d'être enregistrées dans un lieu qui nous garantit les droits fondamentaux basiques. C'est pourquoi, en 2020, nous avons demandé un financement public pour mettre en place une maison communautaire féministe créée par et pour les travailleuses domestiques et les travailleuses du soin. Il s'agissait d'une initiative pionnière.

« L'objectif de la maison a toujours été de créer un refuge féministe, autogéré et communautaire, basé sur les besoins que nous avons nous-mêmes identifiés en tant que travailleuses domestiques et du soin, dans des situations d'exclusion et de difficulté d'accès au logement. »

Comment avez-vous trouvé cette maison ?

La demande de financement a été acceptée à hauteur de 18 000 euros, ce qui nous a permis de chercher une maison. Ces recherches ont été difficiles du fait du racisme dont nous avons été victimes de la part des propriétaires, alors que nous avions l'argent pour payer. Nous avons donc cherché à nous faire accompagner par des personnes blanches lors des différents entretiens avec les propriétaires. Malgré cela, nous n'avons pas pu obtenir de logement. Jusqu'à ce qu'on nous recommande à une congrégation religieuse qui possédait une maison avec plusieurs chambres et des espaces communs à louer dans un quartier central. Cela a été possible grâce à notre réseau et au mouvement social dont nous faisons partie.

Pouvez-vous nous décrire les fondements de la maison communautaire ?

Tout d'abord, nous avons appelé cette maison « Casa Berta » en l'honneur d'une activiste salvadorienne qui s'est battue pour les droits humains. Ce nom a donné une perspective politique à notre projet. L'objectif de la maison a toujours été de créer un refuge féministe, autogéré et communautaire, basé sur les besoins que nous avons nous-mêmes identifiés en tant que travailleuses domestiques et du soin, dans des situations d'exclusion et de difficulté d'accès au logement. Autrement dit, nous voulions promouvoir un modèle de logement qui ne soit pas basé sur l'assistanat ou la victimisation. C'est pourquoi, grâce au tissu communautaire de « Mujeres migrantes diversas », nous avons consolidé ce lieu, dont l'axe central était l'espace de rencontre, de soutien, de soin pour soi et de soin mutuel pour les travailleuses domestiques et du soin. Cette façon de voir et de vivre les choses nous permettait de nous réapproprier notre projet de vie, nous donnait de la motivation à transformer et construire notre vie.

Comment a évolué le projet depuis 2020 ?

Au commencement, nous avons accueilli des femmes en situation d'urgence sans logement. Nous n'avions pas de soutien financier. L'objectif était alors d'accompagner les femmes dans leur processus migratoire, afin d'aller de l'avant et de donner une impulsion à leur vie une fois un lieu de vie trouvé. En 2022, nous sommes passées à une autre phase du projet avec une autogestion complète (c'était notre objectif depuis le début), sans dépendre des fonds publics. Nous avons une grande maison avec trois salles de bain, un salon, cinq chambres, une grande terrasse. Cette maison nous a permis de développer des activités comme la célébration des anniversaires. Célébrer les anniversaires est très important pour nous puisque nous sommes déracinées de nos territoires.

Cela nous permet de créer une cohésion sociale. La maison offre également un espace pour se rencontrer, discuter, nouer des liens et offrir du soutien, notamment aux mères et à leurs enfants qui ne viennent que le weekend. Depuis cette maison, nous soutenons d'autres femmes –qui se font licencier par exemple– même si elles ne vivent pas au sein de la maison communautaire.

Quel a été le processus de construction collective avec les femmes, pour passer de l'intérêt individuel d'avoir un toit à la vie en habitat commun ?

Au départ, en 2020, il s'agissait d'un apprentissage basé sur l'expérience de l'accueil de femmes ayant besoin d'un logement d'urgence. À l'époque, il fallait vivre dans la maison pendant trois mois. Cela nous a permis de voir quels types de conflits pouvaient survenir dans le quotidien. Afin de résoudre ces problèmes, nous avons commencé à créer des espaces de dialogue. À partir de 2022, nous avons été en mesure de déterminer ce qui pourrait créer des conflits plus importants. Un grand point était la question de la nourriture. Nous sommes progressivement passées à l'autogestion dans la coordination du stockage alimentaire.

La nourriture est un des points clés, car elle peut être chargée d'émotions négatives s'il y a un aliment dont on a besoin et qu'il n'est plus là. Nous nous sommes donc efforcées de montrer qu'il était nécessaire de se libérer de toutes ces émotions négatives. Pour prévenir cela, nous avons dû nous mettre d'accord sur des règles qui combinaient d'abord l'utilisation de certains aliments de base en commun, ensuite nos critères basés sur le goût des femmes venant de différents pays, aux types de noyau familial variés –une mère célibataire avec quatre enfants n'a pas les mêmes besoins qu'une femme seule– et enfin, le critère de la convivialité. Nous prenons le repas en commun le samedi.

Quels sont les obstacles que vous rencontrez ?

En tout premier lieu, le prix du marché du logement, mais aussi les charges du logement. Pour couvrir tous les frais, nous avons décidé d'imposer une contribution minimale de 175 euros par personne et, pour celles qui n'en ont pas les moyens, nous comptons sur un soutien individuel de l'extérieur. Aujourd'hui, les charges ont beaucoup augmenté, comme le gaz. En tant qu'association, nous ne pouvons pas couvrir ces dépenses pour la maison ainsi que pour le fonctionnement minimum des femmes migrantes. Pour résoudre ce problème, nous organisons des activités telles que des conférences afin d'obtenir quelques ressources économiques qui sont dirigées vers Casa Berta.